

Brochure n° 3276

**Convention collective nationale**

IDCC : 1794. – **INSTITUTIONS DE RETRAITES COMPLÉMENTAIRES**  
**(Personnel)**

---

**ACCORD DU 23 SEPTEMBRE 2009**  
**RELATIF AUX COUVERTURES COMPLÉMENTAIRES**  
**SANTÉ ET PRÉVOYANCE**

NOR : *ASET0951136M*  
IDCC : 1794

Entre :

L'AEGPIRC,

D'une part, et

La FEC CGT-FO ;

Le PSTE CFDT ;

Le SPOR CFTC ;

L'IPRC CFE-CGC ;

La FNPOS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet*

Le présent accord a pour objet l'application dans la branche des institutions de retraites complémentaires du maintien des garanties des couvertures complémentaires santé et prévoyance dès la date de cessation du contrat de travail, dans les conditions visées ci-après.

## **Article 2**

### *Salariés concernés*

Le présent accord concerne tous les salariés, totalisant une présence d'au moins 1 mois chez leur dernier employeur, dont la rupture du contrat de travail ouvre droit à une prise en charge par le régime d'assurance chômage, à l'exclusion des salariés licenciés pour faute lourde.

Les intéressés doivent avoir été éligibles au bénéfice des garanties santé et prévoyance (préexistence des droits maintenus).

## **Article 3**

### *Durée de la portabilité*

Le bénéfice de la portabilité des garanties des couvertures complémentaires santé et prévoyance a une durée limitée à la durée correspondant à celle du dernier contrat de travail (appréciée en mois entiers), dans la limite de 9 mois de couverture.

## **Article 4**

### *Financement du maintien des garanties*

Le financement de ces garanties se fera conjointement entre l'ancien employeur et l'ancien salarié dans les proportions et les conditions applicables aux salariés de l'entreprise.

En vue de faciliter la gestion, les cotisations salariales peuvent être appelées en totalité par l'employeur au moment de la rupture du contrat de travail, ce qui peut impliquer un remboursement du trop-perçu, en cas de reprise d'une activité professionnelle pendant la période de couverture.

## **Article 5**

### *Renonciation au bénéfice de la portabilité Perte du bénéfice de la portabilité*

Renonciation :

Le bénéfice de la portabilité des garanties des couvertures complémentaires santé et prévoyance est de droit, mais les salariés concernés peuvent y renoncer.

La renonciation aux couvertures complémentaires santé et prévoyance est en principe indivisible, notamment lorsque ces couvertures sont visées par un contrat unique.

Elle est définitive.

Par une notice, l'employeur informera chaque salarié concerné par le présent accord, 10 jours avant la date de cessation du contrat de travail, de la faculté de bénéficier de la portabilité.

L'ancien salarié qui entend renoncer à ses droits doit notifier par écrit sa décision de renonciation dès que son contrat de travail a pris fin.

Perte du bénéfice de la portabilité :

Non-paiement :

Le non-paiement par l'ancien salarié de sa quote-part libère l'ancien employeur de toute obligation et entraîne la perte des garanties pour la période restant à courir.

Retour à une activité professionnelle :

L'ancien salarié doit informer son ancien employeur de la cessation des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de maintien des garanties des couvertures santé et prévoyance.

Le maintien des garanties cesse quand le participant reprend un autre emploi ou s'il ne peut plus justifier de sa prise en charge par le régime d'assurance chômage.

## **Article 6**

### *Champ d'application et portée*

Le présent accord s'impose aux entreprises appliquant la convention collective nationale du personnel des institutions de retraites complémentaires, qui ne peuvent y déroger que d'une manière plus favorable aux salariés.

## **Article 7**

### *Date d'effet et durée de l'accord*

Le présent accord entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2012.

Au cours du second semestre 2012, les parties se rencontreront pour faire le point de l'application du présent accord et examiner l'opportunité de le reconduire.

Fait à Paris, le 23 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)